

Commission : Conseil Economique et Social (ECOSOC)

Sujet : un système financier mondial pour plus d'équité

Auteur : Espagne

## **TEXTE DE POLITIQUE GENERALE**

L'Espagne est la douzième économie mondiale, et la cinquième économie d'Europe, avec un PIB d'environ 1 265 milliard \$ en 2016, Sur l'ensemble de l'année 2016, la croissance de l'Espagne atteint 3,2 %, c'est une des croissances les plus élevées de la zone euro.

Mais le Royaume d'Espagne a cependant souffert grandement de la crise de 2008 et est désireux d'éviter le mieux possible une nouvelle crise mondiale. Nous partageons la volonté de bâtir un système financier mondial pour plus d'équité afin de persévérer dans cette direction. Encore faut-il identifier les facteurs ayant causé la crise mondiale de 2008. Les baillages de fonds successifs de grandes banques par les Banques Centrales des différents états acteurs de la mondialisation ont eu pour effet d'augmenter les dettes de l'Etat et n'ont été d'aucune efficacité à prévenir la crise. Dans les dernières années la crise mondiale ayant frappé l'Espagne et le reste du monde a déclenché un endettement massif de l'Etat espagnol. De plus, cet endettement est accompagné d'une crise du chômage qui persiste toujours dans le pays, notamment chez les moins de 30 ans qui enregistrent des taux record de chômage parmi l'Union européenne.

La bulle immobilière espagnole (1999-2008), qui avait débuté à cause d'une politique fiscale avantageuse pour l'achat d'immobilier, n'est que symptomatique des difficultés dans laquelle l'Espagne s'est mise, et qui a causé un endettement à plus de 100% du PIB depuis mars 2016.

Le renflouement de la Banque Santander en 2012, parmi de nombreux autres baillages de fonds, a mis le pays dans une situation délicate, et a aggravé le mécontentement général, en partie car cela a permis l'installation d'une concurrence déloyale entre les pays développés et les pays en développement, accentuant les inégalités entre pauvres et riches dans l'ensemble des pays acteurs de la mondialisation.

La politique d'austérité de l'Espagne mise en place par le gouvernement espagnol tôt dans la crise lui a permis de renouer avec la croissance avec notamment des réformes du droit du travail. L'Espagne bénéficie d'un rythme de récupération soutenu et, Irlande exceptée, inédit parmi les pays qui se sont retrouvés au centre de la crise européenne de 2010-2013.

Le Royaume d'Espagne, dans le cadre du Conseil Economique et Social (ECOSOC), est désireux de participer aux efforts de l'ONU d'aide au développement des pays les plus pauvres. L'Espagne s'engage pleinement dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), et particulièrement dans ce comité pour la réalisation des ODD 8 et 10.

C'est le libre-échange qui a permis la reprise récente de la croissance en Espagne, et l'Espagne cherche ainsi à renforcer les libertés économiques des acteurs de la sphère privée. L'Espagne souhaite que les pays membres d'ECOSOC s'appliquent à limiter certaines actions de l'Etat sur le libre marché, et espère que des solutions apportant plus de stabilité économique et de durabilité puissent être trouvés et appliqués par tous les pays membres de la Commission qui souhaitent s'engager sur le même chemin.